



jeudi 12 janvier 2017

Les grands titres:

- Chypre peut être le symbole d'espoir dont le monde a besoin, selon le chef de l'ONU
- Le chômage mondial devrait augmenter de 3,4 millions en 2017, selon l'OIT
- Darfour : l'ONU appelle toutes les parties prenantes à travailler à des solutions de long terme
- L'ONU encourage les pays de la région du lac Tchad à développer une stratégie commune face à Boko Haram
- Haïti : les Nations Unies rendent hommage aux victimes du séisme du 12 janvier 2010
- Nigéria : des millions d'enfants vaccinés contre la rougeole dans le nord-est du pays avec l'aide de l'OMS
- En 2016, les prix des produits alimentaires chutent pour la cinquième année consécutive, selon la FAO
- Mauritanie : le FIDA accorde 21 millions de dollars pour renforcer la sécurité alimentaire
- Pakistan : un expert de l'ONU demande aux autorités de retrouver quatre militants des droits de l'homme disparus

Chypre peut être le symbole d'espoir dont le monde a besoin, selon le chef de l'ONU



Secrétaire général António Guterres avec Nicos Anastasiades, Président de la République de Chypre (à gauche) et Mustafa Akinci, chef de la communauté chypriote turque (à droite) à Genève. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

12 janvier - Une conférence internationale sur Chypre organisée avec le soutien des Nations Unies s'est ouverte jeudi à Genève, réunissant les dirigeants chypriotes grec et turc dans le cadre d'un dialogue présidé par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

S'exprimant devant la presse lors d'une pause dans les discussions au Palais des Nations, M. Guterres a dit espérer « une percée », estimant que le peuple de Chypre le méritait et que le monde en avait besoin.

« Nous sommes confrontés à de nombreuses situations de catastrophes. Nous avons vraiment besoin d'un symbole d'espoir. Je crois fermement que Chypre peut être le symbole d'espoir au début de 2017 », a-t-il ajouté.

La conférence réunit pour la première fois non seulement les dirigeants chypriotes grec et chypriotes turcs, mais aussi les



puissances garantes - la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni. L'objectif est de réunifier cette île méditerranéenne, qui est divisée depuis 1974.

M. Guterres a rendu hommage à l'attitude affichée par le dirigeant chypriote grec, Nicos Anastasiades, et le chef chypriote turc, Mustafa Akinci, au cours des 20 mois de négociations destinées à réunifier Chypre.

"Nous cherchons une solution solide et durable pour Chypre" António Guterres.

Le Secrétaire général a qualifié la séance d'ouverture des pourparlers de jeudi d'« extrêmement constructive », mais a ajouté que « nous ne sommes pas ici pour une solution rapide » mais plutôt pour « une solution solide et durable ».

À cet égard, la conférence se poursuivra « le temps nécessaire », a-t-il dit, soulignant la nécessité d'un instrument qui réponde aux préoccupations de sécurité des deux communautés.

Mercredi, le Conseiller spécial des Nations Unies sur Chypre, Espen Barth Eide, qui a facilité les pourparlers entre les deux parties, a déclaré que les discussions étaient « sur la bonne voie ».

A la fin de la journée, les participants à la conférence ont publié une déclaration à la presse dans laquelle ils ont félicité M. Anastasiades et M. Akinci pour « les progrès remarquables réalisés au cours des 20 derniers mois dans le cadre des pourparlers ». « C'est grâce à ces efforts qu'il a été possible d'organiser la conférence aujourd'hui », ont-ils ajouté.

Les discussions ce jeudi à Genève ont souligné « l'intention des participants de trouver des solutions mutuellement acceptables sur la sécurité et les garanties qui répondent aux préoccupations des deux communautés », a encore dit le communiqué de presse.

« Les participants ont reconnu que c'est le moment de conclure les négociations. Il s'agit d'une occasion historique à ne pas manquer », a-t-il ajouté.

Le chômage mondial devrait augmenter de 3,4 millions en 2017, selon l'OIT



Jordanie, des ouvriers travaillant dans la confection. Photo OIT/Sami Haven

12 janvier - Un nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié jeudi indique que le taux mondial du chômage devrait légèrement augmenter de 5,7% à 5,8% en 2017, soit une hausse de 3,4 millions du nombre de personnes sans-emploi.

En 2017, le nombre de chômeurs dans le monde devrait atteindre un peu plus de 201 millions – avec une hausse supplémentaire attendue pour 2018 de 2,7 millions – étant donné que le rythme de croissance de la population active dépasse celui des créations d'emploi, selon le rapport de l'OIT intitulé 'Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017'.

« Nous sommes confrontés à un double défi: réparer les dommages causés par la crise économique et sociale mondiale et créer des emplois de qualité pour les dizaines de millions de personnes qui arrivent chaque année sur le marché du travail », a déclaré le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder dans un communiqué.

« La croissance économique continue de décevoir et de sous-performer – de par son niveau et son degré d'inclusion. Cela dresse un tableau inquiétant pour l'économie mondiale et sa capacité à générer suffisamment d'emplois – à plus forte raison des emplois de qualité », a ajouté M. Ryder, soulignant que la persistance d'un haut niveau d'emploi vulnérable, associée à un net manque de progrès dans la qualité des emplois – même dans les pays où les chiffres globaux s'améliorent – est alarmante. « Nous devons veiller à ce que les gains de croissance soient partagés de manière inclusive », a-t-il dit.

Près d'un travailleur sur deux occupe un emploi vulnérable, dans les pays émergents

Le rapport montre que les formes vulnérables d'emploi – c'est-à-dire les travailleurs familiaux non rémunérés ou les travailleurs à leur propre compte – devraient toujours constituer plus de 42% de l'emploi total, soit 1,4 milliard de personnes dans le monde en 2017.

« En fait, dans les pays émergents, près d'un travailleur sur deux occupe un emploi vulnérable, et ce sont plus de quatre travailleurs sur cinq dans les pays en développement », affirme l'économiste principal à l'OIT et principal auteur du rapport, Steven Tobin.

Par conséquent, le nombre de travailleurs dans l'emploi vulnérable devrait augmenter de 11 millions par an, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne étant les régions les plus affectées.

Des tendances régionales contrastées

Les auteurs signalent aussi que le problème du chômage est particulièrement grave en Amérique latine et dans les Caraïbes où les séquelles de la récente récession auront de fortes répercussions en 2017, ainsi qu'en Afrique subsaharienne qui connaît son plus faible taux de croissance en vingt ans. Les deux régions font face à une forte progression du nombre de personnes en âge de travailler.

A contrario, le chômage devrait baisser en 2017 dans les pays développés, ramenant le taux à 6,2% (contre 6,3%). Mais le rythme d'amélioration s'essouffle et des signes de chômage structurel se manifestent. En Europe comme en Amérique du Nord, le chômage de longue durée demeure obstinément élevé par rapport aux niveaux d'avant la crise et, dans le cas de l'Europe, il continue de grimper en dépit des taux de chômage en baisse.

Les déficits de travail décent entretiennent le mécontentement social et la volonté d'émigrer

Une autre tendance clé mise en évidence par le rapport est le ralentissement de la baisse de la pauvreté au travail qui menace la perspective d'éradiquer la pauvreté comme le prévoient les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Parallèlement, le rapport rappelle que l'incertitude générale et la pénurie d'emplois décents, entre autres facteurs, alimentent les troubles sociaux et l'émigration dans de nombreuses régions du monde.

Entre 2009 et 2016, la part de la population en âge de travailler désireuse de s'expatrier a augmenté dans presque toutes les régions du monde, exceptions faites de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. L'augmentation la plus importante concerne l'Amérique latine, les Caraïbes et les Etats arabes.

Les auteurs de ce rapport estiment qu'un effort coordonné pour adopter des mesures de relance budgétaire et augmenter les investissements publics en fonction des marges de manœuvre de chaque pays, aurait un effet de relance immédiat de l'économie mondiale et réduirait le chômage mondial en 2018 de près de 2 millions par rapport aux prévisions initiales.

Darfour : l'ONU appelle toutes les parties prenantes à travailler à des solutions de long terme



Des femmes déplacées du Djebel Marra devant leur abri de fortune à Tawilla, au Darfour-Nord. Photo OCHA/Amy Martin

12 janvier - Malgré une baisse significative des affrontements armés au Darfour, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a prévenu jeudi le Conseil de sécurité de l'ONU que l'insécurité des civils et les blocages politiques persistent.

Le Secrétaire général adjoint a souligné que la baisse des affrontements dans cette région du Soudan s'explique notamment par les succès militaires du gouvernement contre les groupes armés. « Depuis l'annonce par le gouvernement du Soudan, en septembre 2016, de la victoire de ses forces dans le Djebel Marra et de la fin du conflit du Darfour, la MINUAD (Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour) n'a enregistré, au cours du dernier trimestre de l'année 2016, que deux affrontements entre les Forces armées soudanaises et l'Armée de Libération du Soudan/tendance Abdul Wahid », a déclaré M. Ladsous devant les membres du Conseil.

Le chef des opérations de maintien de la paix a également souligné que les dispositions sécuritaires prises et mises en œuvre par les gouverneurs des cinq Etats du Darfour ainsi que l'interaction plus soutenue qui a caractérisé leurs relations avec les chefs coutumiers et les administrations locales ont contribué à une baisse relative de la violence intercommunautaire par rapport aux années précédentes.

Malgré ces progrès, M. Ladsous a rappelé que les civils sont toujours confrontés à d'importantes sources d'insécurité. « La population civile, notamment les catégories les plus vulnérables comme les personnes déplacées, continue à être exposée à des risques élevés de violence et de violations graves des droits humains, et ce sur l'ensemble du territoire du Darfour », a-t-il déclaré.

Le Secrétaire général adjoint a également souligné que les tensions entre les différentes communautés demeurent récurrentes et vives en raison de la persistance de différends de longue date liés à l'accès à la terre, ainsi qu'au contrôle de l'eau et d'autres ressources. Il a également précisé que la volatilité de la situation sécuritaire est aggravée par la prolifération des armes, l'impunité ambiante s'agissant des actes de violence intercommunautaire et l'insuffisance de l'état de droit et des institutions judiciaires.

Dans cet environnement, M. Ladsous a rappelé que la MINUAD a continué de fournir une protection physique par le biais de patrouilles militaires et de police pour « prévenir, dissuader et réagir » face aux menaces de violence contre des civils se concentrant sur de vastes zones de déplacement telles que Tawilla et Sortony dans le Darfour-Nord.

Malgré les efforts concertés de la MINUAD et du Panel de mise en œuvre de Haut niveau de l'Union africaine, Hervé Ladsous a toutefois regretté que, « peu de progrès tangibles » aient été accompli dans le processus de paix. Il a également soulevé les différents blocages concernant le format et le contenu du Dialogue national conclu en octobre ainsi que sur les modalités de reconfiguration de la MINUAD à la lumière des changements qui ont eu lieu sur le terrain.

« Des solutions globales de long terme restent nécessaires pour créer les conditions nécessaires au retour ou à la réinstallation des 2,6 millions de personnes toujours déplacées dans la région et à la résolution des causes sous-jacentes des conflits intercommunautaires liés à l'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources naturelles », a conclu M. Ladsous, appelant les parties prenantes au Darfour à continuer de travailler avec la MINUAD et la communauté internationale pour atteindre ces objectifs.

L'ONU encourage les pays de la région du lac Tchad à développer une stratégie commune face à Boko Haram



La ville de Gwoza, dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigéria, a été rasée durant le conflit avec Boko Haram. La tâche à venir est de reconstruire les infrastructures de base, les hôpitaux, les écoles, l'alimentation en eau et les dispositifs sanitaires, et des refuges qui demandent un financement. Photo: OCHA/Orla Fagan

12 janvier - Deux hauts responsables des Nations Unies ont souligné jeudi devant le Conseil de sécurité que le groupe extrémiste Boko Haram restait capable de mener des attaques dans les pays de la région du bassin du lac Tchad même s'il a perdu une bonne partie du territoire qu'il contrôlait.

« Malgré les louables efforts militaires de la région contre Boko Haram (...), Boko Haram conserve la capacité de mener des attaques », a expliqué le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, Taye-Brook Zerihoun, devant les membres du Conseil.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a noté pour sa part une intensification de la crise humanitaire dans le nord-est du Nigéria et dans certaines parties du Cameroun, du Tchad et du Niger, déclenchée par la campagne « horrible, violente et inhumaine de Boko Haram ».

« Bien que Boko Haram ait perdu une grande partie du territoire qu'il contrôlait autrefois - mais pas la totalité -, les raids et attentats suicides visant des civils continuent de causer des destructions, de la peur, des traumatismes psychologiques et physiques, d'empêcher les gens d'accéder aux services essentiels et de détruire des moyens de subsistance et des infrastructures vitales », a-t-il ajouté, précisant que 2,4 millions de personnes sont actuellement déplacées, dont 1,5 million d'enfants.

« C'est le moment de se montrer solidaire des populations du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger », a déclaré M. O'Brien. « Cette crise est urgente. Sans notre action, sans notre engagement politique, sans notre assistance humanitaire et notre aide au développement, nous ne serons pas en mesure d'empêcher que cette crise ne se prolonge encore plus ».

Le chef de l'humanitaire de l'ONU s'est félicité des efforts des bailleurs de fonds pour répondre à la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad, avec des contributions s'élevant à plus de 238 millions de dollars au deuxième semestre de 2016, triplant ainsi le montant des six premiers mois de l'année.

« Malgré cette accélération des contributions dont je me félicite, nous avons besoin que les bailleurs de fonds puissent encore plus dans leurs réserves. Nous avons aussi besoin de davantage de bailleurs de fonds », a-t-il dit.

M. Zerihoun a rappelé que les Nations Unies restaient engagées et prêtes à soutenir les efforts régionaux visant à répondre aux conséquences et aux causes profondes de la crise provoquée par Boko Haram.

Il s'est toutefois dit préoccupé par « l'apparent échec de la Communauté économique des États d'Afrique centrale et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest à organiser leur Sommet ministériel conjoint prévu de longue date sur Boko Haram ». « L'ONU continue d'encourager la région à élaborer une stratégie commune pour répondre aux facteurs de la crise provoquée par Boko Haram », a-t-il ajouté.

Haïti : les Nations Unies rendent hommage aux victimes du séisme du 12 janvier 2010



chef de la Mission de l'ONU en Haïti (MINUSTAH), Sandra Honoré. Photo MINUSTAH/Nektarios Markogiannis

12 janvier - Les Nations Unies en Haïti ont rendu jeudi hommage à la mémoire de tous les Haïtiens, femmes, hommes et enfants, ainsi qu'à celle des collègues des Nations Unies, personnels nationaux, internationaux et volontaires qui ont perdu leur vie lors du séisme meurtrier de 2010.

Il y a 7 ans, le 12 janvier, le tremblement de terre dévastateur qui a secoué Haïti a fait plus de 200.000 morts, un million de déplacés et d'énormes dégâts matériels.

Lors d'une cérémonie qui s'est tenue jeudi au siège de l'ONU à Port-au-Prince, la Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti et chef de la Mission onusienne dans ce pays (MINUSTAH), Sandra Honoré a renouvelé ses condoléances aux familles des disparus et exprimé sa sympathie envers tous ceux dont la vie continue d'être affectée par ce drame.

« Nous ne pouvons oublier cet événement tragique dont la brutalité nous a tous marqués. Nous ne pouvons oublier ceux qui nous ont quittés, et c'est pour cela que nous nous recueillons aujourd'hui afin de nous souvenir de chacun d'entre eux, des joies qu'ils nous ont données et des peines que nous avons partagées, de leur amour pour Haïti », a dit la Représentante spéciale dans un communiqué de presse publié par la MINUSTAH.

En cette « Journée nationale de réflexion et de sensibilisation sur la vulnérabilité d'Haïti face aux risques et désastres », Sandra Honoré a également tenu à souligner le courage des survivants dont « la détermination et le dévouement ont permis à Haïti de se relever et d'aller de l'avant ».

Tout en saluant les efforts visant à renforcer la politique de prévention et de gestion des risques et désastres ainsi que l'ajustement et la mise en œuvre des normes de construction, Mme Honoré a aussi rendu hommage aux victimes du récent ouragan Matthew.

Nigéria : des millions d'enfants vaccinés contre la rougeole dans le nord-est du pays avec l'aide de l'OMS



Un enfant voit son doigt marqué après avoir été vacciné à Maiduguri, État de Borno, dans le nord-est du Nigéria. (archives) Photo: UNICEF/Page

12 janvier - Une vaste campagne de vaccination contre la rougeole soutenue par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devrait commencer le 13 janvier dans trois États du nord-est du Nigéria touchés par un conflit.

La campagne de deux semaines vise à protéger plus de 4 millions d'enfants âgés de 6 mois à 10 ans contre l'épidémie de rougeole dans les zones accessibles des États de Borno, Yobe et Adamawa.

« Cette campagne de vaccination contre la rougeole est une intervention d'urgence pour protéger plus de 4 millions d'enfants contre une maladie hautement contagieuse et parfois mortelle », a déclaré le Dr. Wondimagegnehu Alemu, représentant de l'OMS au Nigéria.

« Les enfants sont privés de vaccins essentiels à cause de la perturbations massives des services de santé dans les zones touchées par le conflit depuis de nombreuses années. En outre, beaucoup d'entre eux souffrent de malnutrition, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux complications graves et à la mort que peut causer la rougeole ».

L'OMS aide les agences de développement de soin de santé primaires des trois États à se préparer à cette campagne. En collaboration avec des partenaires comme l'UNICEF, les Centres américains pour le contrôle des maladies (CDC) et d'autres organisations non gouvernementales de la santé, l'OMS apporte son expertise dans les domaines tels que la logistique, la

gestion des données, la formation, la mobilisation sociale, le suivi et l'évaluation, la supervision d'appui (ressources humaines) et la gestion des déchets.

Entre le début du mois de septembre et le 18 décembre 2016, 1.500 cas soupçonnés de rougeole ont été signalés dans l'État de Borno. Plus de 77% des enfants de moins de 5 ans dans ce même État n'ont jamais reçu le vaccin contre la rougeole alors qu'il s'agit de la même tranche d'âge la plus touchée par l'épidémie.

AUDIO: Modibo Kassogué, Responsable du programme de vaccination de l'UNICEF au Nigéria.

La crise humanitaire provoquée par les conflits dans l'État de Borno a eu pour conséquences plus de 1,4 million de personnes déplacées vivant dans plus de 100 camps, au sein d'une population d'accueil d'environ 4,3 millions personnes.

Avec des niveaux de malnutrition pouvant aller jusqu'à 20% dans certaines populations de Borno, ces enfants sont particulièrement vulnérables à des maladies telles que la rougeole, le paludisme, les infections respiratoires et la diarrhée.

En 2015, plus de 134.000 décès liés à la rougeole ont été recensés dans le monde. La plupart des personnes décédées étaient des enfants âgés de moins de 5 ans. Au cours de la période 2000-2015, la vaccination anti-rougeoleuse a permis d'éviter 20,3 millions de décès, devenant ainsi l'une des meilleures offres en matière de santé publique.

En 2016, les prix des produits alimentaires chutent pour la cinquième année consécutive, selon la FAO



Un marché à Boulder, dans l'Etat du Colorado, aux Etats-Unis. Photo: FAO/Benjamin Rasmussen

12 janvier - En 2016, les prix des principaux produits alimentaires ont baissé pour la cinquième année consécutive, soit 1,5% de moins qu'en 2015, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Des récoltes abondantes et de bonnes perspectives concernant les céréales de base compensent une pression à la hausse des produits tropicaux sur l'Indice FAO des prix des produits alimentaires, à l'image du sucre et de l'huile de palme dont la production a été affectée par le phénomène météorologique El Niño.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux, à savoir les principales céréales, les huiles végétales, les produits laitiers, la viande et le sucre.

L'année 2016 a été marquée par une baisse constante des prix des céréales, qui ont chuté de 9,6% depuis 2015 et de 39% par rapport à leur niveau record enregistré en 2011. Au même moment, les prix du sucre et des huiles végétales ont respectivement augmenté de 34,2% et de 11,4% cette année.

« Les incertitudes économiques, y compris les fluctuations des taux de change vont probablement encore plus peser sur les marchés alimentaires cette année », a déclaré l'Economiste principal à la FAO, Abdolreza Abbassian.

L'indice des prix des céréales, globalement stable depuis septembre, a augmenté de 0,5% au cours du mois de décembre, une situation favorisée par la hausse des cotations de riz et de maïs et des estimations de production revues à la hausse en Australie, au Canada et en Russie qui ont contribué à faire baisser les prix du blé.

L'indice des prix des huiles végétales a augmenté de 4,2% depuis novembre, réalisant un gain annuel à deux chiffres pour atteindre son plus haut niveau depuis juillet 2014. Les cotations d'huile de palme et de soja ont augmenté, pour la première, en raison de la faiblesse des réserves mondiales et de stocks restreints et pour la seconde, du fait des perspectives anticipant une utilisation accrue de soja dans les secteurs ayant recours aux biocarburants en Amérique du Nord et du Sud.

L'indice des prix des produits laitiers a également augmenté de 3,3% depuis novembre, principalement en raison d'une hausse des prix du beurre, du fromage et du lait entier en poudre et d'une production restreinte en Union européenne et en Océanie.

L'indice des prix du sucre, bien qu'en hausse de près d'un tiers sur l'année, a baissé de 8,6% lors du dernier mois de 2016. Cette forte baisse s'explique principalement par un affaiblissement constant du real brésilien face au dollar américain et par des prévisions annonçant une hausse de 18% de la production de sucre dans le centre sud du Brésil, la principale région productrice de canne à sucre du pays.

L'indice des prix de la viande a baissé de 1,1% depuis novembre. En 2016, sa valeur moyenne affichait une baisse de 7% par rapport à 2015, principalement en raison de la chute des prix internationaux de viande bovine et de volaille.

Mauritanie : le FIDA accorde 21 millions de dollars pour renforcer la sécurité alimentaire



Mauritanie, les membres d'une coopérative agricole (archives). Photo PNUD Mauritanie/Oumou Sow

12 janvier - Un accord de financement signé jeudi entre le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Mauritanie permettra à 285.600 petits producteurs, en particulier des femmes et des jeunes de six régions du sud du pays, d'améliorer leurs revenus, leur nutrition et leur sécurité alimentaire.

L'accord pour la mise en œuvre du Projet de développement de filières inclusives (PRODEFI) a été signé à Rome par le Vice-Président du FIDA, Michel Mordasini, et l'Ambassadrice de la Mauritanie en Italie et Représentante permanente auprès des agences des Nations Unies basées à Rome, Mariem Aouffa.

Le montant total de l'investissement du projet s'élève à 45,2 millions de dollars, comprenant un don du FIDA de 21 millions de dollars.

« PRODEFI s'appuiera sur l'expérience du FIDA en République de Mauritanie et ailleurs dans la sous-région et la mettra à l'échelle en adoptant une approche de réduction de la pauvreté basée sur l'appui aux systèmes inclusifs de production, de transformation et de commercialisation », a déclaré le chargé de programme de la Mauritanie au FIDA, Philippe Rémy. « En outre, il réduira la dépendance du pays à l'égard des importations des denrées alimentaires par la promotion des produits locaux, créera des emplois et augmentera les revenus des ménages ruraux, en particulier des femmes et des jeunes », a-t-il ajouté.

23,8% des ménages du sud de la Mauritanie en situation d'insécurité alimentaire

La Mauritanie importe 60% des produits alimentaires de base consommés dans le pays. Seule la demande de viande rouge et de poisson est satisfaite par la production nationale tandis que les deux tiers des céréales consommées et des légumes sont importées.

En outre, la situation alimentaire et nutritionnelle de la population de la Mauritanie est préoccupante. D'après l'enquête sur la sécurité alimentaire menée en 2015 par le Commissariat national à la sécurité alimentaire, avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM), 23,8% des ménages du sud de la Mauritanie sont en situation d'insécurité alimentaire.

Faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés

La première phase du PRODEFI se concentrera sur le maraîchage, l'aviculture, le lait de chèvre et les produits forestiers non ligneux. La pêche continentale sera testée dans le lac de Foug Gleita. En fonction des études de marché menées lors de la première phase, de nouvelles cultures ou activités génératrices de revenus seront définies pour la deuxième phase du projet.

PRODEFI favorisera une meilleure adéquation entre l'offre et la demande. Il développera les partenariats public-privé-producteurs dans l'intérêt des petits producteurs et facilitera l'accès aux marchés. Le projet appuiera les systèmes de production compétitifs pour répondre à la demande du marché. Des services de formation et d'appui-conseil associés à ces modèles de production seront mis à la disposition des producteurs.

Pour faire face à la question du changement climatique, le projet facilitera l'utilisation de l'énergie solaire - de la production au stockage et à la transformation des produits – grâce au don octroyé au titre du programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Il favorisera aussi la gestion durable des ressources naturelles comme l'eau, les pâturages et les ressources végétales.

Pakistan : un expert de l'ONU demande aux autorités de retrouver quatre militants des droits de l'homme disparus



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye. Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

12 janvier - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la liberté d'expression, David Kaye, a appelé mercredi les autorités pakistanaises à retrouver rapidement quatre militants des droits de l'homme actifs sur les médias sociaux qui ont disparu depuis début janvier.

Ces quatre militants - Waqas Goraya, Asim Saeed, Salman Haider et Ahmed Raza Naseer ont disparu entre le 4 et le 7 janvier. Des médias traditionnels les avaient accusés d'encourager le blasphème, une infraction criminelle au Pakistan.

« Aucun gouvernement ne devrait tolérer les attaques contre ses citoyens », a déclaré l'expert des droits humains. « En faisant de l'enquête sur ces disparitions une priorité, les autorités pakistanaises peuvent envoyer un signal ferme qu'elles prennent au sérieux la responsabilité concernant la vie et la sécurité de tous leurs citoyens, particulièrement en ce qui concerne la liberté d'expression ».

« Les militants et experts de la liberté d'expression ont depuis longtemps demandé l'abolition des dispositions relatives au blasphème au Pakistan, qui peuvent entraîner la peine de mort », a noté M. Kaye. « Non seulement ces lois sont incompatibles avec le droit international des droits de l'homme, elles facilitent aussi les menaces exercées par des acteurs étatiques et non étatiques qui cherchent à cibler cette liberté d'expression ».

Le Rapporteur spécial des Nations unies a relevé que « tous les États ont l'obligation de promouvoir un environnement favorable à la liberté d'expression ». « Ce type d'environnement ne se crée pas tout seul », a-t-il ajouté.

« Je demande instamment au gouvernement du Pakistan de prendre toutes les mesures possibles pour localiser les quatre militants disparus, ce qui constituera une première étape pour réaffirmer son engagement commun à l'égard de la liberté d'expression en ce début de l'année ».

David Kaye a été nommé Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en août 2014.